

# ACTION URGENTE

## UN VÉNÉZUÉLIEN DÉTENU AU SECRET EST EN DANGER

**Gilber Caro, dont on était sans aucune nouvelle depuis le 2 mars, a comparu devant un tribunal le 13 mars. Lors de cette audience, ses avocats et sa famille ont pu le voir après 11 jours sans aucune information à son sujet. Il avait été transféré de manière arbitraire de son centre de détention le 2 mars, sans que ses avocats ni ses proches n'en soient informés, et détenu au secret. Au cours de l'audience, Gilber Caro a dit craindre pour sa vie et sa sécurité dans le nouveau centre où il est détenu.**

**Gilber Caro**, détenu de manière arbitraire au Venezuela pour des motifs politiques, a été transféré le 2 mars à l'aube vers un nouveau centre sans justification, et sans que ses avocats ou ses proches n'en soient informés. Depuis, ceux-ci ont demandé de manière répétée et publique à savoir ce qu'il était advenu de lui et où il se trouvait, mais les autorités ont ignoré leurs requêtes. Ce n'est que lorsqu'il a été amené au tribunal pour l'audience le 13 mars qu'ils ont enfin pu le voir et confirmer son nouveau lieu de détention.

Lors de l'audience, Gilber Caro semblait visiblement angoissé et en mauvaise santé. Ses proches ont déclaré à Amnesty International qu'ils craignent pour sa santé et son bien-être tant qu'il demeure détenu aux mains des autorités.

En outre, Gilber Caro lui-même a déclaré au tribunal qu'il craint pour sa vie et son intégrité personnelle dans le nouveau centre où il est détenu, la Communauté pénitentiaire Fénix-Lara (Comunidad Penitenciaria Fénix-Lara) dans l'État de Lara, dans l'ouest du Venezuela. Cette prison est connue pour ses émeutes violentes.

Depuis son transfert arbitraire le 2 mars, les autorités vénézuéliennes n'autorisent pas ses avocats ni ses proches à communiquer avec Gilber Caro ni à lui rendre visite à la Communauté pénitentiaire Fénix-Lara.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités vénézuéliennes de permettre immédiatement à Gilber Caro de voir librement et de manière privée ses proches et les avocats de son choix ;
- exhortez-les à veiller à ce que l'intégrité mentale et physique de Gilber Caro soit protégée ;
- invitez-les à garantir que ses droits à une procédure régulière, à un procès équitable et à l'intégrité personnelle soient pleinement respectés.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 AVRIL 2018 À :

#### Ministre des services pénitentiaires

Iris Varela  
Avenida Norte 15 entre Avenida Este 0 y  
Avenida Urdaneta  
Caracas, Venezuela  
Twitter : @IrisVarelaANC  
Twitter : @mspenitenciario

Formule d'appel : *Estimada Señora  
Ministra, / Madame la Ministre,*

#### Médiateur

Alfredo Ruiz  
Av. Urdaneta, Frente El Universal  
Centro Financiero Latino, Piso 27  
Caracas, Venezuela  
Twitter : @Defensoria\_Vzla  
Fax : +58 212 507 7025

Formule d'appel : *Estimado Señor  
Defensor del Pueblo / Monsieur,*

#### Copies à :

Amnesty International Venezuela  
AIVEN, Torre Phelps, Piso 17  
Plaza Venezuela  
Caracas, Venezuela  
Twitter : @amnistia  
Courriel : info@aiven.org

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays (adresses à insérer) :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 50/18. Pour plus d'informations : [www.amnesty.org/fr/documents/amr53/7992/2018/fr/](http://www.amnesty.org/fr/documents/amr53/7992/2018/fr/)

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UN VÉNÉZUÉLIEN DÉTENU AU SECRET EST EN DANGER

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 26 avril 2017, Amnesty International a lancé une campagne réclamant la libération de Gilber Caro et de 21 autres personnes détenues arbitrairement pour des motifs politiques au Venezuela. Les informations relatives à cette affaire se trouvent dans le document intitulé *Silenced by force: Politically motivated arbitrary detentions in Venezuela* (cliquez sur <https://www.amnesty.org/en/documents/amr53/6014/2017/en/v>).

Le 11 janvier 2017, le député Gilber Caro rentrait chez lui à Caracas et se trouvait sur la rocade de Guacara, dans l'État de Carabobo (centre du Venezuela), quand des agents du Service bolivarien de renseignement national (SEBIN) l'ont arrêté. Il se trouvait en compagnie de Steyci Escalona, une militante du parti d'opposition Volonté Populaire, qui a également été arrêtée, mais a bénéficié d'une libération conditionnelle le 24 novembre 2017.

Le même jour, le vice-président du Venezuela a affirmé à la télévision qu'une arme à feu et des explosifs avaient été confisqués à Gilber Caro et Steyci Escalona. Il a ajouté que le député était impliqué dans des activités terroristes, indiquant qu'il avait franchi clandestinement la frontière avec la Colombie.

Gilber Caro a comparu devant un tribunal militaire le 1<sup>er</sup> juin et a été inculpé de vol de biens militaires et de trahison de la patrie. Non seulement son immunité parlementaire a été bafouée, mais il a également été privé de sa liberté, emprisonné sans mandat et déféré à un tribunal militaire bien qu'il soit un civil.

Le 2 mars, Gilber Caro a été transféré arbitrairement du centre de détention de l'État de Carabobo, au centre du Venezuela, vers un nouvel établissement dans l'État de Lara, dans l'ouest du pays, considéré comme un centre à haut risque pour les détenus.

Durant sa détention, Gilber Caro a dénoncé à maintes reprises des violations de son droit à la nourriture, et a déclaré qu'il avait été soumis à un traitement cruel, inhumain et dégradant.

Le 23 octobre, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a déterminé que la détention de Gilber Caro était arbitraire et a demandé sa libération immédiate.

Le 27 février 2018, Amnesty International a signalé la détention arbitraire de Gilber Caro à la Commission interaméricaine des droits de l'homme lors d'une séance publique sur la sécurité publique et les institutions au Venezuela. Au cours de cette séance, Amnesty International a dénoncé d'autres cas de transferts illégaux et irréguliers de personnes détenues arbitrairement, notamment celui d'Alexander Tirado, illustrant les risques que courent les détenus d'être soumis aux actions arbitraires et illégales des autorités vénézuéliennes.

Nom : Gilber Caro

Homme

Action complémentaire sur l'AU 50/18, AMR 53/7992/2018, 16 mars 2018